

que j'appellerais notre système de représentations. Celui-ci joue dans nos habitudes de vie, on en trouve aussi des traces dans nos institutions, nos lois, jusque dans nos règles comptables. Par exemple en matière de gestion d'entreprise: les salariés sont considérés comme un coût de fonctionnement et les remplacer par des machines répondrait à un simple objectif de rentabilité.

Une logique marchande est à l'œuvre

On parle aussi d'un "marché" du travail, dans lequel il faut "se vendre". Une logique marchande est à l'œuvre et son domaine tend à s'élargir comme une nappe d'huile. La valeur marchande attribuée aux choses détermine ce que nous en pensons. Par exemple, nous avons pu constater, lors de l'épisode du Covid, que dans notre société, des métiers pourtant dits "essentiels" ne sont pas forcément les mieux rémunérés. La valeur économique procède d'une logique à soi qui n'a pas tout à voir avec les réalités concrètes ou le bon sens. La valeur marchande donc est aussi un arbitrage d'ordre symbolique. Toutes les sociétés ont le leur et la nôtre ne fait pas exception. Ce que nous appelons le réel dépend du système de représentation que nous avons intégré au cours de notre vie.

Deux visions de l'IA

Regardons maintenant la tempête qui a secoué récemment le conseil d'administration de la firme OpenAI autour du licenciement de l'un de ses fondateurs⁽²⁾. En bref, deux visions s'y affrontent. D'un côté, une tendance modérée qui préconise une technologie contrôlable tournée vers le bien commun. De l'autre, une démarche entrepreneuriale pour développer l'IA sur un modèle économique. En même temps, les derniers progrès de l'IA annoncent peut-être une rupture technologique bien plus considérable que les précédentes si les capacités de l'intelligence humaine étaient non seulement égalées mais largement dépassées. Et c'est peut-être cette situation singulière qui exacerbe actuellement les tensions dans la Silicon Valley.

Puissance de calcul exponentielle

Dès lors la question de l'intelligence artificielle se poserait-elle encore en termes d'imitation de l'intelligence humaine? Que dire de ce que nous savons ou pensons savoir de l'esprit humain à travers les sciences cognitives pour envisager les mêmes caractéristiques de la part d'un cerveau artificiel? Au regard des résultats obtenus par le *deep learning*, c'est certainement en termes de performance qu'il faut repenser la question. Surtout lorsque la puissance de calcul de ces systèmes surprend déjà au point que ses con-

cepteurs ne comprennent plus comment l'IA obtient ses résultats. Pour donner un exemple vertigineux, si cette puissance de calcul rendait possible un jour la prévisibilité de systèmes complexes, nous verrions la machine, comme dans un scénario de science-fiction, capable de prédire au jour et à l'heure près la date du décès de n'importe quel individu qui l'interrogerait⁽³⁾.

Gare aux illusions technocentrées

Les bouleversements apportés par l'IA pourraient bien remettre en question de vastes aspects de la société que nous connaissons. Serait-ce un oracle pour nous guider vers une économie démonétisée? Des solutions au dérèglement climatique? Un moyen de réellement transformer nos modes de vie de manière soutenable? À moins que ces transformations de la société ne soient pas du ressort de la technologie, gare aux illusions technocentrées.

Mais qu'est-ce qui serait le plus effrayant en définitive? L'inconnu d'un autre monde ou la certitude de voir se poursuivre de manières amplifiées les dysfonctionnements du monde d'aujourd'hui? Quand une révolution technologique survient, nous ne devons pas oublier que notre cadre de référence préexistant détermine aussi la direction que prendra telle ou telle évolution, à moins qu'une rupture soit si importante que celui-ci tombe en désuétude.

Nos anciennes représentations

Jusqu'à preuve du contraire, l'IA n'a aucune intentionnalité propre sur son devenir, c'est bien à nous de trouver la meilleure manière de la mettre à notre service. À nous de formuler nos attentes, penser, imaginer. Si possible ne laissons pas les ombres de nos anciennes représentations prendre le contrôle, car elles sont probablement plus à craindre que l'intelligence artificielle elle-même.

→ (1) *Midjourney est un générateur d'images basé sur l'intelligence artificielle.*

→ (2) *Sam Altman.*

→ (3) *C'est le type de prédiction que fait Stephen Wolfram, chercheur en intelligence artificielle. Je tiens cet exemple frappant de l'excellente chaîne Youtube de Paul Jorion, anthropologue et spécialiste des systèmes intelligents tenant régulièrement une veille entre autres sujets sur les évolutions de l'intelligence artificielle.*

→ (*) *Blaise Dehon est notamment un illustrateur régulier pour ces pages Débats: <https://www.blaisedehon.com> et blaiseditelle@gmail.com*

CHRONIQUE

Sang d'encre

■ Avec la fin de la concession pour les journaux, le gouvernement De Croo met la presse écrite en grave danger.



Étienne de Callatay⁽¹⁾
Chroniqueur

Côté éco

Ainsi donc, le gouvernement fédéral, à qui il y a tant lieu de reprocher d'avoir si souvent décidé de ne pas décider, que ce soit en termes de marché du travail, de dépenses publiques, de fiscalité ou de retraite, a pris pour une fois une décision radicale, celle de supprimer la "concession", cette subvention qui finance le service universel postal et qui pour la presse quotidienne représente 82 millions d'euros. Certes, un crédit d'impôt s'y substituera jusqu'en 2026, mais cette mesure aux contours incertains, ne fera, au mieux, qu'atténuer que très temporairement et très partiellement l'impact dramatique de la fin de la concession.

Ce comportement sape l'état de droit

Cette décision est extrêmement préoccupante. Il y a d'abord la manière de faire. Tous les cinq ans, l'État organise un marché public en vue d'attribuer cette concession, marché historiquement gagné par bpost. Cette année, bpost n'arrivant pas en tête, la Vivaldi a décidé de ne pas attribuer le marché, et de mettre fin au principe de cette concession. Ceci laisse pantois. Un tel comportement sape l'état de droit.

Il y a ensuite le fond, et pas moins que l'hypothèque que cette suppression laisse planer sur la survie même de la presse écrite. Malgré un marché étroit, et plus encore vu son éclatement en deux composantes linguistiques, la Belgique peut s'enorgueillir d'avoir une presse quotidienne de qualité. Nos journaux sont devenus de grands médias internet, mais leur principale source de revenus demeure les abonnements au journal imprimé. En supprimant la concession, la Vivaldi précipite la fin de ces revenus pourtant essentiels.

Vu les effets bénéfiques, que l'économiste qualifie d'"externalités positives", qu'une presse indépendante a sur le fonctionnement de la collectivité, il est pleinement justifié d'occulter des subventions publiques à ce secteur, des subventions qu'il faut sou-

haïter suffisantes, structurelles et anticipables.

Autant il est légitime de s'intéresser à une stratégie publique permettant d'abaisser les coûts de la distribution à domicile, autant il est irresponsable de supprimer abruptement un dispositif sans aucune étude ni stratégie sérieuse de remplacement, en mettant à risque tout un secteur, de plus, un secteur essentiel à notre démocratie.

Ainsi, une étude sérieuse se pencherait sur les mesures à prendre pour pouvoir distribuer à un coût plus faible grâce à la création d'un véritable statut ad hoc pour les porteurs, sur l'écart réel de coûts entre les zones géographiques en fonction des densités de population, sur le rapport coût/bénéfice de la contrainte d'une livraison avant 7h30 et sur d'autres mesures potentielles, comme l'extension du précompte professionnel fictif à ces chercheurs que sont les journalistes.

Le gouvernement devrait réfléchir à deux fois avant de supprimer un service d'intérêt général, qui garantit à tout citoyen un accès à prix démocratique à l'information ou aux effets, en termes de fracture numérique, de la précipitation de la fin des journaux papier. Pour nombre de nos aînés sans tablette, la lecture du journal est un moment important de la journée.

"Le facteur sonne toujours deux fois" ?

Oui, pour étudier comment soutenir autrement, et mieux, la presse, après une étude approfondie, mais supprimer à la va-vite la concession, avec une période de transition de six mois à peine, c'est une faute politique. À l'heure des *fake news* et autres vérités alternatives, et en paraphrasant Montesquieu, ce n'est que la main tremblante, et avec de sérieux gages d'un mieux, que l'on peut envisager de toucher à la presse. *Le facteur sonne toujours deux fois*, avait écrit James Cain, un roman porté plusieurs fois au cinéma. Espérons que ce titre énigmatique signifie que le gouvernement osera remettre l'ouvrage sur le métier, métier qui, ici, est une presse!

→ (1) etienne.decallatay@orcadia.eu